



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CENTRAL'LISS

4324 ROUTE DES PYRENEES
33210 Mazeres

Références : 2026-984
Code AIOT : 0100306424

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement CENTRAL'LISS implanté 4324 ROUTE DES PYRENEES 33210 Mazeres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL a été saisie par la mairie de Mazères suite à une plainte pour nuisances olfactives, causées par des eaux stagnantes issues du rejet des eaux de l'ensemble constitué par la blanchisserie et les appartements attenants.

La présente inspection avait pour but de vérifier la situation administrative de l'établissement au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRAL'LISS
- 4324 ROUTE DES PYRENEES 33210 Mazeres
- Code AIOT : 0100306424
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Central'Liss est une blanchisserie installée dans la commune de Mazères, dans un bâtiment attenant à des appartements d'habitation. Il n'est pas connu de l'administration en tant qu'ICPE. L'établissement dispose d'un assainissement non collectif avec rejet des eaux au milieu naturel (un fossé qui s'écoule vers une parcelle boisée), autorisé par le SPANC de Mazères.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspecteur s'est rendu à proximité de la zone qui fait l'objet de la plainte pour nuisances olfactives. Il s'agit d'un point bas du terrain naturel, qui se trouve à proximité de la route, à l'extrémité du fossé dans lequel sont versés après traitement les effluents de l'immeuble qu'occupent la blanchisserie et les logements voisins. Du fait que ce point bas, situé à l'endroit où le fossé débouche sur une parcelle forestière, n'a pas d'exutoire naturel apparent, les eaux de rejet y stagnent et s'y infiltrent peu à peu. Lors de l'inspection, des eaux stagnantes étaient visibles de façon discontinue sur quelques dizaines de mètres carrés : les restes épars de la coupe forestière récente n'ont pas permis d'en apercevoir davantage. Les eaux stagnantes ne dégageaient pas d'odeur remarquable lors de l'inspection.

Il est à noter que les analyses des prélèvements réalisés le 19 novembre 2025, communiquées à l'inspection des ICPE par la mairie de Mazères, montrent une concentration en matières en suspension qui serait légèrement supérieure à la valeur limite autorisée pour une activité déclarée sous la rubrique 2340 "Blanchisserie" (100 mg/L) dans le cas de rejet dans le milieu naturel : cette comparaison, qui est évoquée dans les documents transmis par la mairie, est donnée à titre purement indicatif, puisque rien n'est connu sur la méthodologie de prélèvement, et qu'*a fortiori* l'établissement n'est pas soumis à la réglementation ICPE. La concentration en phosphore total, également mentionnée dans les documents transmis, ne correspondrait à aucune valeur limite même en cas d'exploitation d'une ICPE, puisque les flux de pollution en jeu (de l'ordre de la centaine de grammes par jour) sont inférieurs de plusieurs ordres de grandeurs à ceux visés par l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 pour qu'une concentration limite dans les rejets soit imposée. En tout état de cause, le seul constat sur place lors de l'inspection n'a pas permis de confirmer ni d'infirmer l'existence d'une pollution des eaux à cet endroit, et l'inspection des ICPE n'a pas l'autorité pour diligenter plus de recherches dans le cas d'espèce.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'établissement Central'Liss ne constitue pas une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE). L'inspection des ICPE de la DREAL n'est pas compétente pour agir dans le cas d'espèce : les éventuelles nuisances causées par l'établissement relève de la police du maire (article L2212-2 du code général des collectivités territoriales).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE
Prescription contrôlée : Depuis la publication du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) créant le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, la nomenclature des installations classées est constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement. L'établissement n'est pas connu des services de l'Etat en tant qu'ICPE. Les rubriques qui sont typiquement susceptibles d'être visées par son activité sont la 2340 « blanchisserie » et la 2345 « utilisation de solvants pour le nettoyage à sec ».
Constats : L'inspection a permis de constater l'équipement dont dispose la blanchisserie Central'Liss. Il s'agit de deux machines à laver de capacité unitaire de 18 kg chacune, comme les plaques des constructeurs ont permis de le vérifier. Compte tenu d'une durée de cycle d'une heure minimum, et des horaires de fonctionnement de l'établissement (9h-18h), on obtient une quantité théorique maximale de 320 kg de linge lavé par jour, ce qui correspond environ au maximum d'activité de la haute saison touristique tel qu'indiqué par l'exploitant : ce niveau d'activité est nettement inférieur au seuil de 500 kg par jour visé pour la déclaration sous la rubrique 2340. L'exploitant ne pourrait dépasser le seuil déclaratif qu'en fonctionnant au moins avec deux postes par jour, mais il ne dispose pas d'un personnel suffisant pour cela : l'exploitant indique qu'aucune évolution dans ce sens n'est prévue. Par ailleurs, l'établissement ne propose pas de nettoyage à sec : ces prestations sont sous-traitées à un autre établissement. L'inspection a permis de constater l'absence de produits et machines de nettoyage à sec dans l'établissement, qui n'est donc pas soumis non plus à la rubrique 2345 de la nomenclature des ICPE. Cet établissement ne constitue donc pas une installation classée pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite